



Madame la députée Le Loch,

Nous vous avons alerté sur les dangers que représentait le Mécanisme européen de stabilité. Ce FMI européen prévoit que les Etats européens les plus en difficulté ne puissent être renfloués que si et seulement s'ils se soumettent au pacte budgétaire. Ce cadeau de départ empoisonné, négocié par Nicolas Sarkozy avant la fin de son règne, comprend la fameuse « règle d'or » et un contrôle du budget des Etats par la Commission européenne.

Aujourd'hui réélue, pouvez-vous nous confirmer que si ce pacte budgétaire est soumis à votre vote, vous vous prononcerez contre ce pacte qui institue un mécanisme automatique de surveillance des budgets des Etats sans intervention des Parlements ?

Le Pacte budgétaire prévoit que la Commission européenne pourra contrôler le budget des Etats avant leur adoption par le Parlement national. Par ce carcan imposé aux budgets des Etats, les élus se dédouaneront de toute responsabilité lorsque seront imposées des coupes budgétaires drastiques, dans la santé, l'éducation nationale, la police, la justice... Et des coupes drastiques seront inévitables pour tenir les engagements irréalistes de 0,60% de PIB dette et de 0,5% de déficit structurel.

Aujourd'hui détentrice d'un mandat qui vous a été confié par les électeurs, allez-vous accepter que les députés soient privés d'un pouvoir aussi fondamental que celui du contrôle du budget ?

Et ce, qui plus est, par une institution non élue, la Commission européenne ?

Le Pacte budgétaire a été négocié de manière non démocratique. Face au transfert massif de souveraineté que contient ce texte (bien plus important qu'en 2005 !), un large débat citoyen est nécessaire afin que tous connaissent les tenants et aboutissants de ce texte complexe !

Pourquoi une Europe fédérale doit-elle se faire en catastrophe, sans que son avis soit demandé au peuple ? Peut-être pour que les gouvernements de l'Union européenne, majoritairement de droite, puissent continuer à imposer à marche forcée des plans d'austérité, malgré la montée en puissance de mouvement de révolte en Grèce, en Espagne...

Des alternatives existent mais elles restent méconnues, par manque de volonté politique de lancer un réel débat sur l'Europe et ses dérives actuelles. Le Parti de la Gauche européenne réuni pour son université d'été à Portaria en Grèce en juillet a annoncé le lancement d'une initiative citoyenne européenne (nous voulons récolter plus d'1 million de signatures !) pour une banque européenne

publique, qui financerait l'investissement ayant un intérêt social et écologique. En un mot une banque européenne publique qui permettrait de porter l'intérêt général !

Au lieu de laisser la banque centrale européenne financer exclusivement les banques privées qui ensuite prêtent aux Etats à des taux d'usuriers.

Nous vous remercions de nous tenir informés de votre intention de vote si le pacte budgétaire était soumis au suffrage des députés.

Merci également de nous indiquer si vous soutiendrez la demande portée par le Front de gauche d'un référendum sur le pacte budgétaire, afin que les citoyens français puissent être informés et puissent s'exprimer sur l'avenir de l'Europe.

Cordialement,

Pour le Front de Gauche, le 27 juillet 2012

Gaston Balliot, Robert Le Cloarec, Jean-Yves Leven.

Front de Gauche , chez G.Balliot 14 rue du port de Larvor 29750 Loctudy

Courriel : frontdegauche.pb@gmail.com